

## Paul Boccara, *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*, Delga, septembre 2013.

De l'histoire de la pensée sur les crises du capitalisme à la pensée d'un monde sans crises catastrophiques

*Entretien de Pierre Ivorra avec l'auteur (1)*



Vous avez déjà beaucoup écrit sur les crises du capitalisme. Qu'apporte donc de neuf votre nouvel ouvrage annoncé pour la fête de l'Humanité ?

**Paul Boccara :** Ce nouveau livre sur les crises est radicalement différent des précédents. Il concerne l'histoire de la pensée économique sur les crises. Il s'agit plus précisément de revisiter l'énigme fondamentale au cœur de toutes les théories sur les crises du capitalisme dans les différentes écoles de pensée depuis trois siècles : l'explication de l'excès d'accumulation du capital qui éclate dans la crise, la suraccumulation de capital, et de son issue pour les reprises cycliques, la dévalorisation de capital, avec ses avancées techniques et ses souffrances humaines. Livrer au public ce bilan systématique est, selon moi, d'une importance cruciale de nos jours. Cela répond à deux exigences liées entre elles et fondamentales dans le monde actuel, après la gravité des crises depuis 2008 malgré les grands progrès techniques :

1. démontrer la nécessité des crises économiques plus ou moins catastrophiques, revenant régulièrement dans le système capitaliste, contre les barrières idéologiques dans les médias et dans les universités, minimisant les crises et faisant l'apologie des marchés considérés comme indépassables, même quand est revenue la thématique de l'importance des crises ;

2. tirer les leçons de toutes les explications existantes de cette nécessité des crises du capitalisme, pour penser la possibilité de nos jours d'un monde nouveau, où le caractère catastrophique des crises économiques pourrait être désormais éradiqué, avec une autre régulation économique grâce notamment à la révolution technologique informationnelle.

**Votre vision de l'histoire de la pensée économique est peu académique. Pouvez-vous la présenter en quelques traits ?**

**Paul Boccara :** Dans cet ouvrage la conception de l'histoire de la pensée économique est, à la fois, académique, mais aussi elle prétend aller au-delà de la vision académique traditionnelle.

D'une part, dans ce livre d'une grande ampleur, environ 550 pages, sont concernées toutes les écoles de pensée théoriques, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, qu'il s'agisse des explications des crises ou même de la négation de leur nécessité et aussi de leurs issues. Ces questions sont d'ailleurs centrales dans toutes les théories économiques. Cela se rapporte ainsi aux écoles dites classiques du XVIII<sup>e</sup>

au début du XIX<sup>e</sup> siècle, aux écoles néoclassiques, notamment hétérodoxes sur les crises, du XX<sup>e</sup> siècle, aux différentes écoles marxistes du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, aux keynésiens, jusqu'aux théories récentes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle niant la nécessité et le caractère catastrophique des crises et aux différentes analyses les réfutant tout récemment.

D'autre part, sont donnés les textes originaux des auteurs analysés sur les différents points des explications. Et surtout sont regroupées les analogies et reprises des mêmes thèses explicatives traversant, chose remarquable, toutes les écoles, des classiques aux marxistes. C'est le cas des thèses insistant sur l'insuffisance des consommations contre la demande, ou, au contraire, l'excès des consommations contre les profits ou les investissements, ainsi que les différentes tentatives de conciliation et de dépassement des analyses unilatérales. Et cela, qu'il s'agisse des causes des crises ou de leurs manifestations et des facteurs des issues.

Enfin, même si le détail des analyses et controverses peut interpellier les spécialistes, il y a un effort pour rendre accessible au grand public l'essentiel des explications.

**Dans les années 1970 vous avez été le premier à diagnostiquer les débuts d'une nouvelle crise de longue durée du capitalisme. Comment a évolué votre réflexion depuis ?**

**Paul Boccara :** À la fin des années 1960 et au début des années 1970, j'ai pu annoncer le début d'une nouvelle phase de tendance aux difficultés du cycle de longue période dit de

Kondratieff, ou de suraccumulation profonde et durable, une nouvelle crise structurelle, que j'appellerai ensuite crise systémique.

Depuis, mes recherches ont connu plusieurs étapes jusqu'à mon dernier ouvrage sur les analyses des crises capitalistes. Exacerbées dans la crise systémique, elles nous défient de penser une nouvelle régulation systémique qui serait émancipée des crises catastrophiques.

C'est, d'abord, le problème de la crise de structure du capitalisme monopoliste d'État, installé après la Seconde Guerre mondiale. Il concerne le double défi : de la privatisation et de la domination des marchés ou d'une nouvelle construction sociale, avec dès 1971, le concept de « *régulation* » caractérisant un système et l'idée d'une régulation nouvelle.

C'est, ensuite, l'analyse des phénomènes systémiques nouveaux : la progression formidable des services, la révolution informationnelle, la mondialisation capitaliste, l'expansion des pays émergents. D'où, les élaborations sur l'exacerbation de la crise systémique, mais aussi sur des institutions de maîtrise et de « *dépassement* » (au sens profond du terme) des marchés du travail, de la monnaie et de la finance, des productions, notamment au plan européen et mondial, ainsi que sur l'anthropologie au-delà de l'économie et une nouvelle civilisation.

C'est enfin la reprise des analyses poursuivies depuis longtemps sur les théories des crises, de la suraccumulation et de la dévalorisation de capital, pour aboutir à leurs enseignements pour penser une autre régulation sans crises ravageuses. Et, ultérieurement, après ce premier volume sur les bases des crises de période plus ou moins décennales, viendra un second volume sur les théories des crises systémiques, pour finir par des développements sur la régulation anthropologique et une nouvelle civilisation.

**Vous soulignez que la crise de 2008 a discrédité les théories dominantes récentes niant les réalités des crises économiques dans le capitalisme. Mais ne s'efforcent-elles pas malgré tout de dissimuler la nature de ces crises ?**

**Paul Boccara :** Effectivement, les théories récentes dominant dans les universités, surtout aux États-Unis, dites du cycle des affaires réel, sur les fluctuations cycliques, ont prétendu nier la nécessité périodique et le caractère plus ou moins catastrophique des crises dans le système capitaliste. J'ai montré comment elles ont été précisément critiquées et réfutées dans de nombreux travaux, puis se sont effondrées face à la gravité des crises économiques depuis 2008.

Pourtant, ce qui demeure dans les théories dominantes, qu'elles soient conservatrices ou même critiques et hétérodoxes, reste que les crises économiques revenant régulièrement et leurs maux, des chutes de production au chômage massif, ne posent pas la question du besoin d'une autre régulation sans crises catastrophiques, dans un nouveau système possible, émancipé de la domination des marchés.

Elles ne mettent pas en cause le rôle décisif, dans le système capitaliste considéré comme améliorable mais indépassable, des technologies de la révolution industrielle de remplacement des travailleurs par des machines-outils, entraînant l'éclatement des suraccumulations périodiques de capital. Aussi on ne mesure pas le potentiel de dépassement du système lui-même, donc de ses crises corrélatives et de leurs maux sociaux, représenté par les débuts de la révolution technologique informationnelle, fondée sur les ordinateurs.

**La gravité des dernières crises conduit certains économistes à prôner un retour à Keynes, voire à Marx. Qu'y a-t-il de commun chez eux ? Vous affirmez que ce « *retour* » n'est pas suffisant. Pourquoi et comment aller au-delà d'eux ?**

**Paul Boccara :** On prône, à la suite des grandes crises mondialisées de 2008 et des années suivantes, chez les économistes critiques, depuis les prix Nobel récents Krugman ou Stiglitz, un important retour à Keynes. Il y a aussi une certaine remontée des références à Marx. Dans les deux cas, revient l'insistance sur l'importance des crises, de leur récurrence dans le système, avec l'insuffisance de la demande globale, les surproductions, le chômage massif, les maux des

spéculations et des effondrements financiers.

Cependant, le retour des thématiques keynésiennes entraîne le renouveau de l'illusion des solutions suffisantes, contre les risques et les dangers des crises, des interventions renforcées des États. En réalité, c'est le système capitaliste lui-même et à plus forte raison l'exacerbation récente des marchés mondialisés dans son cadre qui sont en cause.

De ce point de vue, le simple retour aux analyses économiques de Marx serait lui aussi insuffisant. Il s'agirait donc d'aller bien au-delà de Keynes et même de Marx, pour contribuer à penser des transformations radicalement alternatives, émancipées de la persistance du prétendu caractère indépassable des marchés et du capitalisme. Cela concernerait des élaborations « *néomarxistes* » sur des institutions de maîtrise et de dépassement des marchés mondialisés et, plus précisément désormais, sur les modalités possibles d'une autre régulation systémique.

**En quoi ces détours historiques, analysés dans ce nouvel ouvrage, peuvent-ils aider tous ceux à la recherche d'une alternative au capitalisme ?**

**Paul Boccara :** À partir de toutes les théories sur les crises et de la reprise des mêmes thématiques explicatives dans les différentes écoles de pensée économique depuis trois siècles, un puzzle a été reconstitué permettant de préciser le processus et les modalités des régulations par crises plus ou moins catastrophiques, revenant périodiquement dans le capitalisme. Il s'agit des processus d'incitation aux progressions des capitaux, jusqu'à leurs excès, en raison du remplacement des salariés par des machines-outils résultant de la révolution industrielle dans le système. Ce remplacement répond à la montée des salaires et aux surconsommations. Puis, il aboutit à l'excès des moyens de production matériels, à l'insuffisance des salaires et à la sous-consommation. L'éclatement des crises de surproduction entraîne les dévalorisations de capital, de destruction et dévaluation des capitaux, de chômage, ou de baisse des valeurs des facteurs de production par le progrès de la productivité, puis les reprises.

L'idée nouvelle est que cette incitation à un type de progression, ces excès et corrections des excès, avec le jeu du régulateur du taux de profit, peuvent servir de modèle pour penser un autre type de régulation possible, avec les nouvelles technologies de la révolution informationnelle succédant à la révolution industrielle.

Cette nouvelle régulation permettrait le dépassement des crises catastrophiques et de leurs maux sociaux. Il ne s'agirait plus seulement de mes propositions antérieures d'institutions de maîtrise et de dépassement des marchés : sécurité d'emploi ou de formation, autres créations monétaires, critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises, accords internationaux de co-développement et biens publics communs de l'humanité. Il s'agirait, en relation avec elles, des incitations, excès, et corrections des excès sans destructions catastrophiques, mais concernant l'expansion des recherches-développement et des formations. Il y aurait une autre articulation entre éléments objectifs socialisés, comme auparavant les machines mais désormais les recherches, et éléments subjectifs massifs, concernant les formations des êtres humains.

Dans une progression sociale d'un type nouveau, la régulation commencerait aussi par un excès des dépenses, de formation désormais, puis la réponse de la remontée des recherches-développement, ensuite leur excès, entraînant l'insuffisance des formations puis le besoin de qualités nouvelles des formations et des recherches. Cela ne viserait pas seulement des transformations économiques mais aussi non économiques, anthroponomiques, et des avancées de civilisation de toute l'humanité. ■

(1) Voir *l'Humanité* des 23-25 août 2013.

## Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *Le mystère français*, Seuil/La République des idées, 2013.



Voilà un livre dont la publication a bénéficié d'un important accompagnement médiatique, de critiques généralement élogieuses, de nombreuses tribunes, *interviews*, débats, étant offertes aux auteurs.

Leur ambition est de proposer un diagnostic du « *mal français* » établi à partir d'une méthode d'analyse qui fait primer le « *mode de fonctionnement profond* » du pays, les « *structures anthropologiques et religieuses qui guident son évolution* ».

Deux facteurs sont considérés comme déterminants, plutôt que les facteurs économiques et les antagonismes et luttes de classe : le poids de la tradition catholique et les modèles familiaux (famille souche, hiérarchique, ou famille nucléaire, égalitaire).

Ce déterminisme anthropologique, que les auteurs opposent au marxisme, interroge : « *la vie politique, structurée au niveau conscient par des affrontements d'intérêts et de classes, [est] en réalité déterminée [...] par des traditions religieuses et familiales agissant à l'insu des acteurs [...]* L'économie n'est qu'une [...] composante parmi d'autres des mentalités [...] Ascension éducative, crise religieuse, mutation démographique se déploient selon une logique conditionnée par un fond anthropologique qui n'a pas grand chose à voir avec les

*variables économiques privilégiées par le marxisme ou le néolibéralisme.* »

Face à ce qu'ils qualifient d'« *étrange néomarxisme de droite dominant la pensée contemporaine* », ils affirment « *l'existence autonome d'une vie humaine et sociale des profondeurs, indépendante de l'actualité économique et politique mise en scène par les médias.* »

Les auteurs affichent, avec une insistance répétitive, leur distance du marxisme, réduit à un économicisme, et du communisme, « *force politique à vocation totalitaire* » ; « *la mort de l'idéologie communiste* » est considérée comme acquise, « *sans doute trop brutale* », mais ce « *n'était qu'une croyance dérivée, secondaire par rapport à la religion...* ».

La démonstration méthodique par les cartes de la primauté des traditions religieuses et familiales n'a cependant rien d'évident.

Appliquée à la désindustrialisation, la méthode épargne singulièrement les responsabilités du patronat, des banques, des gouvernements, des critères de gestion des entreprises.

Appliquée au PCF, cela donne le constat, prévisible, que la cartographie de l'influence du PCF correspond aux zones de moins forte pratique religieuse ; et cette déduction bizarre : « *Cette cartographie quasi religieuse du PCF, si elle n'est pas conforme aux attentes du marxisme – qui place dans l'économie l'explication des choses – trahit cependant l'origine religieuse de la doctrine.* »

Et que dire de la conclusion, largement diffusée par ailleurs, forte de l'autorité « *d'experts* », concernant le Front national : « *Le phénomène FN est navrant mais nullement terrifiant, puisque clairement limité dans sa capacité d'expansion.* »

Le livre conclut sur une France qui « *ne va pas si mal* », et qui doit « *rechercher en elle-même les forces de l'adaptation* ». De fait, il ne s'agit pas de mettre en cause le système capitaliste et sa crise, mais « *l'absurdité d'une gestion économique* »,

des « *politiques inadaptées* » par méconnaissance de la spécificité de « *la dynamique historique et sociale française* », « *par l'ignorance des structures anthropologiques et religieuses qui guident son évolution* ». Cela vaudrait, selon les toutes dernières lignes du livre, pour l'Union européenne, dont le sort serait scellé par les « *tendances historiques profondes de sociétés qui ont cessé de converger* ». Au total, sans nier l'intérêt de certains développements et des nombreuses cartes, on reste, pour le moins, sceptique quant à la validité

de conclusions politiques assises sur un socle théorique et méthodologique très contestable.

La logique proposée laisse de fait peu d'espace à une action politique et sociale de transformation radicale, tant l'évolution paraît prédéterminée par une « *mémoire des lieux* ».

Le lecteur aura compris que, si tant est qu'il y ait un « *Mystère français* », on n'est pas convaincu d'en avoir trouvé les clés dans le livre d'Emmanuel Todd et Hervé Le Bras. ■

Nicolas Marchand



http://www.economie-politique.org

[www.economie-politique.org](http://www.economie-politique.org)